

*Les subsides*

**L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador):** Monsieur le Président, le député d'Essex-Windsor (M. Langdon) a dit que le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) avait beaucoup d'humour. C'est peut-être vrai, mais il n'a pas le souci de l'exactitude et il n'aime pas rapporter les faits tels qu'ils sont. Ce qu'il a dit à la Chambre aujourd'hui est tout à fait inexact et ne reflète pas la réalité. J'avais l'intention de parler de questions que je juge importantes pour la région de l'Atlantique, mais je suis obligé de rectifier certaines affirmations du député de Saint-Jean-Ouest.

D'abord, il a dit que, si son gouvernement ne faisait rien d'autre, et il n'a fait rien d'autre jusqu'ici, l'Accord de l'Atlantique compenserait tout le reste. Eh bien, nous obtiendrons peut-être 200 millions de dollars par année dans quelques années si le projet d'Hibernia se réalise, comme je l'espère. Cependant, une fois déduits tous les bénéfiques et tous les impôts, tout ce que nous obtiendrons peut-être, ce sera 200 millions de dollars par année. Notre déficit s'élève maintenant à 300 millions. Selon le député, l'Accord de l'Atlantique compensera tout le reste, et c'est la première inexactitude.

Le député a ensuite énuméré toutes les ententes signées par son gouvernement. Il n'y en a eu qu'une seule depuis son arrivée au pouvoir, et cette entente portait sur des sommes que nous avions affectées aux canalisations d'eau de Port-aux-Basques. Les habitants de Port-aux-Basques et de Corner Brook ont la télédistribution et ils savent que je dis vrai. Nous nous étions entendus avec le conseil municipal et l'association de développement de Port-aux-Basques pour affecter 6.5 millions de dollars au système d'adduction d'eau quand notre parti formait le gouvernement du Canada. C'est la seule entente que le parti d'en face a signée depuis son arrivée au pouvoir. A part l'annonce, et il ne s'agit même pas d'une entente signée, de l'affectation de 180 millions de dollars pour des travaux de voirie qui ne seront pas entrepris cette année parce que la saison de construction est déjà trop avancée, toutes les autres ententes avaient été signées quand notre parti était au pouvoir.

Le député a dit que nous n'avions rien dépensé à Saint-Jean. L'école de musique, à propos de laquelle nous avons signé une entente quand nous étions au pouvoir, est située à Saint-Jean, dans la circonscription du député. Le collège des pêches, qui a coûté 47 millions de dollars, est situé à Saint-Jean, dans la circonscription du député, et l'entente à ce sujet a été signée et mise en vigueur quand notre parti était au pouvoir. Il y a un centre des congrès à Saint-Jean. Le ministre du développement de Terre-Neuve ne peut le nier, car c'est écrit noir sur blanc; nous avons approuvé ce projet quand nous formions le gouvernement du Canada. Nous avons donc approuvé ces trois projets à Saint-Jean et fourni la plus grande part de l'argent quand nous étions au pouvoir.

Le député a mentionné beaucoup d'autres ententes, par exemple celle concernant Ocean Industries. Cette entente a été signée quand nous étions au pouvoir, entre janvier et juin 1984, et elle prévoyait des dépenses de 28 millions de dollars au total. Nous avons signé une entente sur le tourisme prévoyant des dépenses de 14.7 millions de dollars quand nous étions au pouvoir. Nous avons signé une autre entente sur la planification de 4 millions de dollars. L'entente sur le secteur minier prévoyait des fonds de 21.95 millions de dollars. Quant à l'entente sur le développement de la péninsule de Burin, le député a déformé les faits, puisque cette entente prévoyant des dépenses de 28 millions de dollars a été signée quand nous formions le

gouvernement du Canada. La nouvelle mine de St. Lawrence a été ouverte dans le cadre de cette même entente. Comme c'est écrit noir sur blanc, il faudrait rétablir les faits et ne pas essayer de les déformer.

Une entente de développement rural prévoyant l'affectation de 18.2 millions de dollars a aussi été signée avec Terre-Neuve quand nous étions au pouvoir. Le député a parlé de l'entente sur les pâtes et papiers qui a aussi été signée quand nous formions le gouvernement. Le député a peut-être élargi le cadre de cette entente et y a peut-être affecté plus d'argent, mais elle a été signée quand nous formions le gouvernement du Canada.

Voilà les faits. Selon moi, le ministre de la Justice ne devrait pas pouvoir dire de telles sottises à la Chambre, essayer de duper les gens et induire la Chambre et les habitants de Terre-Neuve en erreur en laissant entendre que son gouvernement a, du jour au lendemain, fait quelque chose de tout à fait nouveau pour notre province, car il n'en est rien. Je pense que les Terre-Neuviens ont démontré qu'ils savent qu'il n'en est rien.

• (1540)

Le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) a déclaré ce matin que les gens connaissent le bilan du parti libéral. Lors des dernières élections fédérales, les Terre-Neuviens ont accordé au parti libéral fédéral un appui populaire équivalent à celui que les Ontariens ont accordé hier au parti libéral de leur province. Nous sommes trois députés dont la présence à la Chambre témoigne clairement que les Terre-Neuviens savent parfaitement ce que le gouvernement libéral a fait pour eux. C'est parce qu'ils le savent qu'ils nous ont de nouveau choisis pour les représenter.

Le ministre a parlé de Goose Bay. Le gouvernement a dépensé 2 millions de dollars pour y améliorer le système de communication, ce qui ne risque guère d'y créer le moindre emploi. J'aurais aimé que le ministre prenne la parole aujourd'hui pour annoncer l'intention du gouvernement d'y établir la base d'entraînement de l'OTAN que nous réclamons depuis longtemps. Voilà qui créerait des emplois. Jusqu'à maintenant, le gouvernement n'a pas créé le moindre emploi à Goose Bay. C'est une chose qu'il doit faire mais qu'il n'a pas encore faite. Qu'il n'aille pas tenter d'induire la Chambre en erreur également à cet égard.

Le ministre a parlé de recherche et de sauvetage. Il a dit qu'il avait pris un hélicoptère à Gander et qu'il l'avait installé là où le besoin se faisait le plus sentir. Or, 70 p. 100 de tous les accidents maritimes le long du littoral nord-est de Terre-Neuve surviennent à l'intérieur du rayon d'action des hélicoptères stationnés à Gander. Le député songe sûrement au pétrole. Il est comme le premier ministre Peckford qui, au cours de la campagne électorale, s'est vanté des ententes qu'il a signées. Le premier ministre de Terre-Neuve, qui est venu bien près de perdre ses élections, s'est bien gardé de parler de l'Accord de l'Atlantique au cours de la campagne électorale, mais il a mentionné les ententes qui ont effectivement été signées. J'ai pensé qu'il fallait en l'occurrence rétablir les faits.

Le député a dit que si l'hélicoptère avait été déplacé de Gander à Saint-Jean, c'est que le trafic maritime y est plus intense. Or, ce n'est pas le cas. Le trafic est surtout intense au large du littoral nord-est de Terre-Neuve. Le député va s'en repentir